Côtes d'Armor
le Département

Débat d'Orientation Budgétaire
13 décembre 2021

Mesdames et Messieurs,

Chers collègues,

Sur le plan politique, je constate que notre débat d'orientations budgétaires s'inscrit dans un contexte général particulier. Je pense en le disant, à certains faits politiques nationaux qui ne manquent pas d'interpeller et même de scandaliser. Le dimanche 5 décembre, le candidat de l'extrême-droite au ton xénophobe et à l'attitude anti-républicaine assumés, a tenu meeting. Lors de ce meeting, des journalistes ont été insultés et même contraints d'être évacués tellement les menaces étaient fortes à leur encontre. Plus grave encore, des militants antiracistes ont été frappés. On appelle ça des ratonnades dans le vocabulaire de l'extrême-droite. Leur tort ? afficher sur leur t-shirt « Non au racisme ». Eric Zemmour, pseudo-intellectuel au doigt d'honneur facile, récupère les déçus du Front national et tous les groupuscules d'extrême-droite qui trouvent Marine Le Pen trop tiède. Les journalistes ne sont pas en sécurité dans ses meetings, des gens s'y font tabasser. Imaginez à quoi ressemblerait la France d'Eric Zemmour ! Une sorte de mélange putride entre la manière de faire de la politique de Trump, la conception des droits humains d'Orban et le nationalisme rance de Maurras.

Sur le plan sanitaire, l'épidémie s'intensifie, contraignant à l'annulation de nombreux événements. Une reprise qui impacte certains commerces, notamment les discothèques. Face à cette nouvelle vague, le département se mobilise avec l'Agglo de Saint-Brieuc et met à la disposition de l'Etat le site de Beaufeuillage rénové afin d'y accueillir un centre de vaccination éphémère qui sera géré par le SDIS. Face à ce virus, notre meilleure défense reste le vaccin même s'il faut regarder avec vigilance les effets du nouveau variant.

Sur le plan budgétaire, venons-en maintenant à notre débat d'orientations budgétaires. Des recettes aléatoires et des dépenses rigides, voilà comment se présente le budget primitif que nous voterons les 24

et 25 janvier prochain. La situation financière des Départements est fragile puisque depuis cette année les départements ont perdu le dernier pouvoir de taux qui leur restait à savoir le foncier bâti. A la place, les départements récupèrent de la TVA dont on connaît le caractère aléatoire. Certes, les recettes fiscales sont aujourd'hui au rendez-vous mais, en cas de retournement de conjoncture économique, comment ferons-nous pour assumer nos missions ? Comment allons nous faire face au tour de vis qui s'annonce pour les collectivités après les présidentielles ? personne n'en parle mais Il faut s'attendre, *a minima*, à un retour du pacte de Cahors. Peut-être plus, selon l'imagination des candidats. Quand j'entends l'une des candidates vouloir supprimer 200 000 postes de fonctionnaires, je me dis que le mandat risque d'être compliqué…

Avec sa position reconnue de chef de file des solidarités, le Département est un rempart pour les plus fragiles en cas de retournement de situation économique. Dès lors, quelle incohérence à ne lui affecter que des recettes fiscales aléatoires et à ne pas garantir aux départements un socle minimum de ressources ? Nous avons voté, lors de notre dernière séance, un voeu appelant à un provisionnement des DMTO comme tentative de réponse partielle à cette forte variation des ressources. Bonne nouvelle, il semblerait que le Gouvernement ouvre la porte vers un tel dispositif. Cela ne fera pas de miracle mais cela nous donnera, si cela se concrétise, une petite marge supplémentaire pour les prochains exercices.

La remise à plat de la fiscalité des collectivités locales est un vrai sujet. C'est d'ailleurs pour ça, vous le verrez, qu'elle ne sera pas évoquée pendant la campagne présidentielle.

Ce document d'orientations budgétaires regroupe les grandes données financières et contient également nos grandes orientations politiques par délégation. Il est le fruit d'un important travail de l'ombre de l'exécutif depuis juillet afin de dégager nos premières orientations pour 2022. Je tiens d'ailleurs à souligner ici l'implication des membres de l'exécutif et des services qui travaillent en lien étroit avec les élus.

Sur le plan thématique enfin, nous étudierons aussi deux rapports devenus des rituels du DOB : celui sur l'égalité femmes-hommes et celui sur le développement durable. Deux politiques pour lesquelles nous souhaitons agir de manière transversale durant ce mandat.

Autre dossier important pour 2022, le contrat départemental de territoire dont l'architecture sera présentée au vote du budget primitif. Les contrats de territoire sont un instrument stratégique permettant un aménagement équilibré des Côtes d'Armor. Nous nous sommes donnés quelques mois supplémentaires pour les retravailler mais en voici d'ores et déjà quelques grandes lignes. 72 millions d'euros seront investis sur 6 ans. 51 millions d'euros pour les communes et 21 pour les intercos. Nous avons gardé,

comme prévu initialement par l'ancienne majorité, la volonté de les bâtir autour d'une relation Communes-Département renforcée. Nous allons, en revanche, travailler en lien avec la Région pour le volet Intercos dès 2023. 2022 constituera une année de transition en la matière avec une enveloppe de 3 millions d'euros pour les EPCI. Le but de cette action conjointe avec la Région est d'avoir un effet multiplicateur de nos investissements respectifs au bénéfice des territoires. Il s'agit également de montrer que les potentiels de coopération de la décentralisation sont importants. Une manière de dire, aussi, dans un contexte d'élections présidentielles que l'État doit faire confiance à l'intelligence collective des territoires.

Ce DOB dévoile l'ambition qui sera la nôtre pour le BP 2022 en matière de solidarités avec notamment une hausse de plus de 8 % des dépenses en matières de protection de l'enfance, de plus de 4 % pour l'autonomie et de 4 % s'agissant des ressources humaines. Des annonces qui seront détaillées lors du prochain budget primitif fin janvier, mais qui montrent d'ores et déjà notre volontarisme en la matière. Les accusations d'austérité seront difficilement crédibles…

Maintenir la cohésion de la société est une tâche compliquée et nous n'avons pas seuls la solution. Cependant, dans un contexte contraint, notre cap est ambitieux et ces orientations budgétaires et politiques le montrent.

Je laisse à présent le soins à notre vice-président aux Finances, Vincent Alleno, de vous détailler ces orientations

Je vous remercie.

Christian Coail,
président du Département des Côtes d'Armor